

Projet de manifeste numéro trois

Projet de manifeste du groupe 3 sur l'océan Indien

(1) La production alimentaire

Il est nécessaire de revoir et de redéfinir nos besoins fondamentaux.

Offrir aux gens la possibilité d'être subsistants par rapport à la production alimentaire, l'agriculture y compris les facilités, les structures et les savoir-faire nécessaires.

En termes plus explicites:

- facilité l'accès aux semences,
- facilité accès à la terre
- non à l'organisme génétiquement modifié (OGM), afin que tout le monde puisse émanciper, consommer et échanger leur propre nourriture.

Jusqu'à présent, la modernisation est vue comme l'outil idéal à l'efficacité et l'efficacité ; toutefois au détriment de la nature. Si nous ne changeons pas notre façon de cultiver, produire et commercialiser ce dont nous mangeons, c'est la nature qui continuera à en payer le prix.

Comme il nous a été présenté lors des dernières sessions, l'île Rodrigues par exemple, cultive de manière soutenable leur propre nourriture pour le marché local d'abord et revende ensuite les surplus

Pour développer une économie verte et durable, nous devons analyser les contraintes imposées par les législations et réglementations existantes parmi lesquelles figurent les cadres de l'UE.

Il serait souhaitable de mettre en place une plate-forme régionale, qui servirait de référence pour soutenir et défendre les questions jugées importantes. L'objectif est de renforcer les relations entre les différents pays. Cela permettra à une échange de connaissance (et l'apprentissage des erreurs du passé).

2. Mettre en place un système de transport régional.

Pour les pays de l'océan Indien, un système de transport régional induirait des avantages économiques et écologiques: un système de transport régional faciliterait l'accès entre

chacun de nous, c'est-à-dire le commerce des ressources. Ce sera à un taux bon marché (qui pourrait être réglementé par le système monétaire commun que nous aborderons plus tard). Cela permettra un contrôle adéquat des marchandises, des passagers et des navires. Le commerce régional réduira notre empreinte écologique. En parcourant des distances plus courtes, nous aurons une empreinte carbone moins importante. Un système de transport régional encouragera le commerce et la consommation régionaux. L'utilisation des conservateurs pour les produits comestibles ne sera pas nécessaire.

3. Créer un label régional «Made in Ocean Indien»

Si nous devons produire, consommer et commercer entre les pays de la région de l'océan Indien, l'introduction d'un label régional renforcerait les commerces de chaque pays et les placerait sous le même parapluie.

4. Décolonisation des îles de l'océan Indien.

Les îles sont des États insulaires mais ils ne sont pas tous indépendants ; la plupart des îles de l'Océan Indien ont été colonisées pendant des siècles. Il est impérative d'être indépendant et tenir ferme nos propres décisions car personne d'autre ne saura ce qui mieux pour nous.

Cependant, être un État indépendant n'implique pas d'être indépendant. Pour élaborer sur cette question, prenons l'exemple d'une base militaire existante dans l'océan Indien. Ces bases militaires utilisent les armes nucléaires (Diego Garcia) et les déchets représentent une menace régionale réelle. Notre souhait est d'entretenir un Océan Indien Paisible.

Nous devrions mener une étude afin d'évaluer le risque et le danger potentiels de ces bases militaires.

5. Économie bleue

Notre présence sur terre en tant que civilisation date de 6000 ans et malgré nous court d'existence nous avons et continuons à épuiser les ressources de la terre. Jusqu'à présent, nous avons exploité la plupart de nos ressources intérieures et, à mesure que nous développons notre économie bleue, nous devrions prendre en compte les expériences du passées, en tirer les leçons et veiller à ne pas répéter les mêmes erreurs infligées sur la terre.

Selon nous, nous trouvons important de passer en revue les accords existants dans le secteur de la pêche et évaluer son impact sur la faune et la flore marines environnantes.

Comme dans certains de ces accords, la pratique de la pêche industrielle dans les territoires mauriciens est assez controversée. Presque chaque capture de navires de pêche dans notre zone économique exclusive (ZEE) est exportée vers les marchés européens alors que les Mauriciens doivent importer du poisson du Chili et de l'Alaska pour la consommation locale.

Malgré le fait que la mise en conserve du poisson se fait localement et seuls les sous-produits sont disponible sur le marché local.

6. Créer une société coopérative d'écologie

Nous devrions créer une institution indépendante chargée de mener une enquête et d'évaluer l'impact de nos activités sur notre écosystème. Nous proposons de mettre en place une coopérative entre les îles de notre région et des coopératives dans chaque île aussi afin de créer un marché des produits locaux pour la région.

Ces coopératives peuvent également servir de plate-forme pour se faire entendre (par leurs gouvernements respectifs)

7. Capitalisme et politique

Aujourd'hui, nous avons besoin davantage de personnes engagées hors des mainmises des politiciens. Nous pouvons aussi nous affilier à d'autres ONG / organisations pour soutenir nos causes et actions.

Conclusion :

Avoir de bonnes idées est une bonne chose et nous souhaitons l'exposer de manière pragmatique. Les politiciens imposent leurs lois sur les accords régionaux / internationaux et ces accords auront un impact sur les générations futures. Le gouvernement local doit être prudent avec ces accords et utiliser les droits de veto chaque fois que nécessaire.

Présenté par Kalai Renghen